



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BERLIN ECO

BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ALLEMAGNE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BERLIN

N° 21 – 27 août 2021

Sommaire

Actualité économique :

- Contexte européen : taux d'inflation
- Environnement macro-économique : indicateur conjoncturel / entreprises / main d'œuvre
- Politique budgétaire : subventions
- Politiques sociales : aides sociales / chômeurs / retraite / mini-jobbeurs / espérance de vie / taux d'activité

Actualité financière :

- Marchés financiers : mise en demeure par la Commission / ESAP
- Régulation financière : N26 / transactions en espèces
- Banques et assurances : DekaBank / BayernLB / LBBW / Helaba / Nord LB / HCOB / inondations

LE CHIFFRE À RETENIR

7MDSE

Evaluation des coûts des
dommages causés par les
inondations de juillet en
Allemagne pour les assureurs
(source : GDV)

ACTUALITE ECONOMIQUE

Contexte européen

Dans un papier de discussion publié par la [Bundesbank](#), des économistes des banques centrales allemande, française et italienne situent le **taux d'inflation** « idéal » (i.e. minimisant les effets de distorsions des prix visqueux) pour la zone euro entre 1,1 et 1,7 %.

Environnement macroéconomique

Selon l'**indicateur conjoncturel** de l'[IMK](#) du mois d'août, la probabilité d'une récession technique au cours des trois prochains mois augmente à 11,4 % (après 7,2 % en juillet), celle d'une forte croissance baisse à 50,0 % (après 61,3 %). Les difficultés d'approvisionnement et la hausse conséquente des prix de certaines matières premières continuent d'impacter l'activité.

Selon un sondage du [DIHK](#) effectué auprès de 3 000 **entreprises**, 83 % d'entre elles se disent impactées par des difficultés d'approvisionnement ou des hausses de prix. L'industrie (90 %) et le commerce de détail (83 %) seraient les plus touchés. 20 % seulement des entreprises interrogées tablent sur une amélioration de la situation d'ici la fin de l'année.

Selon un sondage de l'[ifo](#) effectué auprès d'**entreprises** de l'Est de l'Allemagne, 13,8 % d'entre elles considèrent leur activité menacée par la pandémie, après 19,4 % en février dernier.

Selon un autre sondage de l'[ifo](#), 34,6 % des entreprises interrogées affirment rencontrer des difficultés à recruter de la **main d'œuvre** qualifiée, après 23,6 % en avril. Il s'agit du taux le plus élevé depuis la crise financière. L'institut note que le besoin de main d'œuvre des entreprises s'est significativement accru avec la reprise économique.

Politique budgétaire

Dans son 28^{ème} rapport sur les **subventions**, le [ministère fédéral des Finances](#) chiffre le montant des subventions qui seront versées en 2022 à 47,2 Md€, après 42,1 Md€ en 2021 et 27,1 Md€ en 2020. La forte hausse est expliquée par les efforts mis en œuvre par le gouvernement fédéral en matière de politique climatique (objectifs climatiques 2030 et « programme immédiat 2022 »).

Politiques sociales

Les organismes publics ont versé 14,4 Md€ d'**aides sociales** en 2020 (+6,5 % par rapport à 2019), selon [Destatis](#). Ce montant inclut l'aide de base pour personnes âgées (7,6 Md€), l'aide pour personnes dépendantes (4,3 Md€) et l'aide de subsistance (1,2 Md€).

L'[IAB](#) chiffre le nombre de **chômeurs** par emploi vacant à 2,3 fin 2020, contre 1,6 un an auparavant. Il s'agit de la valeur la plus élevée depuis la crise financière. Aussi, l'institut note une légère atténuation des difficultés de recrutement pour les employeurs, malgré un contexte de pénurie de main d'œuvre encore bien présent.

Le nombre de bénéficiaires de prestations de **retraite** a augmenté de 0,7 % en 2020 à 21,8 M, selon [Destatis](#). Le volume des prestations de retraite (tous types confondus) versées a atteint 341 Md€, soit une hausse de 4,1 %. 64 % de ces prestations étaient imposables (+8 points depuis 2015).

6 046 819 « **mini-jobbeurs** » ont été recensés au deuxième trimestre 2021 par la [centrale](#) en charge de ces emplois, soit 500 000 de plus par rapport au premier trimestre. La hausse devrait se poursuivre, en raison d'importants besoins dans le secteur gastronomique notamment.

Selon une étude du [DIW](#) pour la fédération sociale VdK, l'**espérance de vie** des fonctionnaires à la retraite est de 5 ans supérieure à celle de l'ensemble des salariés à la retraite. La différence se réduit à 3 années dans le cas des femmes. L'écart est également important lorsque l'on compare les hauts aux bas salaires.

Selon l'[ifo](#), la différence du **taux d'activité** entre hommes et femmes est passée de 15,5 % en 1999 à 8,7 % en 2020. La participation des femmes au marché du travail a augmenté de 12,9 points à 80,7 %, celle des hommes de 4,2 points à 87,6 %.

ACTUALITE FINANCIERE

Marchés financiers

Le 9 août, le gouvernement fédéral allemand a répondu à la **lettre de mise en demeure de la Commission européenne** du 9 juin pour violation des principes fondamentaux du droit de l'Union dans le cadre de la décision de la Cour constitutionnelle fédérale de Karlsruhe du 5 mai 2020 relative au programme d'achat d'actifs PSPP de la BCE. Cette lettre n'est pas publique, mais selon des informations de presse, le gouvernement essaie dans sa réponse de désamorcer le conflit en rappelant notamment que la Loi fondamentale oblige toutes les institutions constitutionnelles allemandes à exercer leurs compétences de manière respectueuse du droit européen et conformément aux traités de l'Union.

La fédération des assureurs, GDV, appelle, dans un [papier](#), la Commission à réaliser au plus vite la plateforme « **point d'accès unique européen** » (ESAP) afin d'accélérer à la fois la mise en œuvre de l'union des marchés des capitaux et le « Green Deal ». Il est important pour le GDV que cette plateforme contienne des données standardisées et que l'ESAP soit une institution indépendante à but non lucratif.

Régulation financière

En mai dernier, la BaFin avait dépêché un [superviseur](#) auprès de la néobanque berlinoise N26 (7 millions de clients) pour vérifier qu'elle mettait bien en place les procédures nécessaires de lutte contre le blanchiment d'argent (surveillance du système informatique, identification et vérification des clients –KYC -). Selon des informations de presse, les mesures prises par N26 n'ayant pas été suffisantes, la BaFin envisagerait d'interdire l'accès de nouveaux clients à N26. La banque a réagi en créant la nouvelle fonction de « Chief Risk Officer » qui sera occupée par le PDG actuel ainsi que celle de responsable anti-blanchiment qui reviendra au directeur « compliance ».

Conformément à la [loi sur la lutte contre le blanchiment d'argent](#) (GwG du 15/01/2021), les établissements bancaires doivent, depuis le 8 août, exiger, lors d'une **transaction** entre « clients occasionnels » **en espèces** supérieure à 2 500 €,

une preuve de l'origine de la somme. Pour une transaction supérieure à 10 000 €, une preuve de l'origine doit obligatoirement être apportée, sauf s'il s'agit de transactions réalisées régulièrement par des clients dont le modèle d'activité induit un dépôt de sommes importantes en espèces (gastronomie par ex.). Il reviendra alors à la banque de contrôler la plausibilité des transactions.

Banques et assurances

La plupart des banques du groupe des caisses d'épargne retrouvent ou dépassent, au premier semestre 2021, leur niveau d'avant-crise du fait notamment d'une reprise des provisions pour risques de crédit ou d'une revalorisation des actifs :

- le gestionnaire d'actifs des caisses d'épargne, **DekaBank**, profite de l'achat massif de titres par les particuliers ; il enregistre un résultat de 343 M€ (contre 163 M€ au premier semestre 2020).
- les Landesbanken **BayernLB**, **LBBW** et **Helaba** ont multiplié leur résultat avant impôts par rapport au premier semestre 2020 (Bayern LB : 458 M€ contre 158 M€, LBBW : 428 M€ contre 100 M€ et Helaba : 293 M€ contre -274 M€).

NordLB, recapitalisée à hauteur de 3,6 Md€ en 2019, affiche en revanche une perte avant impôts de 58 M€ au [premier semestre 2021](#) (contre +5 M€ au premier semestre 2020). Ce mauvais résultat serait dû aux coûts accompagnant le projet de réduction du bilan à 95 Md€ d'ici 2023 (bilan de

117 Md€ au 30 juin contre 126 Md€ au 31 décembre 2020) ainsi qu'à l'intégration de Deutsche Hyp dans NordLB (cf. BE n°39/2020).

Avec un CET1 de presque 30 % et un bénéfice avant impôts de 168 M€ au [premier semestre 2021](#) (contre 71 M€ au premier semestre 2020), **Hamburg Commercial Bank** (HCOB), qui a succédé à la Landesbank HSH Nordbank privatisée en 2018, se déclare confiante d'atteindre fin 2021 les objectifs exigés pour pouvoir bénéficier, à partir de 2022, de la garantie du fonds de garantie complémentaire de la fédération des banques privées (BdB).

Helaba et LBBW ont signé une [déclaration d'intention](#) dans l'objectif de fusionner certaines de leurs activités liées aux caisses d'épargne. LBBW se chargera de la gestion des taux d'intérêts, devises et matières premières tandis que Helaba assumera les opérations de paiement à l'étranger.

Les assureurs ([GDV](#)) revoient à la hausse le montant des dommages causés par les **inondations** de juillet en Allemagne (cf. BE 19/2021) : il devrait plutôt atteindre 7 Md€ dont 6,5 Md€ pour les bâtiments, les biens ménagers et les entreprises et 450 M€ pour les véhicules. Ces sommes couvriraient environ 250 000 cas de dommages (200 000 bâtiments + biens ménagers + entreprises et 50 000 véhicules). Le volume des dommages dépasse désormais celui atteint en 2002 à la suite des inondations de l'Elbe (4,75 Md€).

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Berlin

Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville

Revu par : François Gautier

Rédacteurs : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Lucie Petit et Laurence Rambert

Pour s'abonner :

Crédits photo :

berlin@dgtresor.gouv.fr

©JFL Photography